



# La bataille du Grand Paris

L'idée d'un regroupement entre la capitale et les communes de la banlieue proche suscite polémiques et convoitises. **Page 2**

## Regrouper dans un même ensemble la capitale et les communes alentour: le projet du maire de Paris divise à gauche et à droite.

Cela aurait dû n'être qu'une rencontre de routine entre élus. Et voilà que le déjeuner qui a réuni hier à l'Hôtel de Ville les maires de Paris et de quelques-unes des communes voisines est devenu un enjeu politique à risque. Parce qu'il pouvait se transformer en acte de naissance du Grand Paris. Ranimée la semaine dernière par l'architecte Roland Castro, qui part en campagne présidentielle sous la bannière de son mouvement pour «l'utopie concrète», reprise dans les jours qui suivaient par Françoise de Panafieu, tête de liste UMP pour les municipales à Paris, l'idée, qui dort depuis vingt ans, semble ressurgir. Hier autour de la table, il y avait entre autres, Bertrand Delanoë, maire (PS) de la capitale, et Jean-Paul Huchon, président (PS) de la région Ile-de-France. Et sur la table, un menu explosif: la «conférence métropolitaine», club infor-

mel de collectivités que mitonnent les Parisiens depuis quelques mois. Or l'idée même que la capitale et les communes de la zone centrale de l'agglomération puissent se regrouper sous quelque forme que ce soit exaspère Jean-Paul Huchon. Le président de la région dit à qui veut l'entendre qu'autour de Paris, «l'agglomé-

Grande Couronne. Quand l'essentiel de la population et de la

richesse est concentré dans la petite. A peine sorti de table, il se réjouissait hier d'avoir écarté cette perspective. Première satisfaction: «Bertrand Delanoë a rappelé que tout ça se fait dans le cadre de la région.» Deuxième joie: «Pas question de déboucher sur

une quelconque forme institutionnelle, ni aujourd'hui, ni demain, ni après-demain.» Pas de communauté urbaine en vue. Bonheur ultime, «on a élargi le cercle jusqu'aux villes nouvelles», soit «potentiellement 300 et quelque maires intéressés». Racontée par Huchon, cette réunion «sympa, claire et conviviale» a débouché sur une

«conférence régionale métropolitaine ou métropolitaine régionale comme vous voudrez», structure suffisamment vaste pour y noyer toute initiative un peu nerveuse. Pierre Mansat, l'adjoint communiste de Bertrand Delanoë, chargé des relations avec les collectivités territoriales d'Ile-de-France, aurait-il vu ●●●

**«Pas question de déboucher sur une quelconque forme institutionnelle, ni aujourd'hui, ni demain, ni après-demain.»**

Jean-Paul Huchon, président d'Ile-de-France

●●● enterrés hier sous son nez des mois d'efforts? Depuis 2001, il a construit patiemment des relations avec la trentaine de communes riveraines de Paris, et les trois départements limitrophes. Il a initié un séminaire de recherche de trois ans sur les relations Paris-Banlieue. Mieux, il a obtenu de haute lutte que la «zone dense», soit 40 à 80 communes, selon l'endroit où l'on fait passer le trait, fasse l'objet d'un atelier spécifique dans le cadre de la révision du Schéma directeur régional d'Ile-de-France (Sdrif). La région, pilote de ces travaux, a fait cette concession l'an dernier. Etait-ce la seule victoire de Pierre Mansat? La réponse arrivera début juillet. Quelque part en banlieue, et «sans puissance invitante», aura lieu une «conférence métropolitaine de l'agglomération, initiée par des élus du cœur de l'agglomération, dans le cadre régional», résume prudemment Mansat.

On est bien loin de l'idée d'une communauté urbaine, comme l'a évoquée Françoise de Panafieu. Le Grand Paris divise à gauche? Il scinde aussi à droite. Aucun maire de droite des Hauts-de-Seine ne veut se marier avec le poids lourd qu'est la capitale laissait entendre hier un élu UMP participant au déjeuner. «C'est l'UMP de Paris qui fait sa campagne», résumait, fataliste, un des participants. ◀

# Une agglomération pour quoi faire?

## Atouts et limites d'un projet intercommunal autour de la capitale.

**P**aris est la dernière grande ville de France ne faisant partie d'aucune intercommunalité. Elle coopère avec de nombreuses collectivités pour le traitement des eaux ou des ordures ménagères, mais elle n'a jamais dépassé ses limites administratives. Explications.

### L'intercommunalité, ça sert à quoi?

Apenser problèmes et solutions sur le territoire où les habitants les vivent. Les transports, le logement, le travail ne se résolvent pas dans les limites de la commune. Partout où existe une communauté d'agglomérations, des documents d'aménagement comme les plans locaux de l'habitat ou les plans de déplacements urbains sont élaborés sur l'ensemble des communes concernées. Dans l'idéal, cela permet de créer davantage de logements sociaux là où ils manquent. En outre, les agglomérations mettent dans un pot commun la taxe professionnelle (TP), lucratif impôt payé par les sociétés, ce qui freine les stupides opérations immobilières concurrentes entre communes proches.

### Pourquoi Paris ne fait-il partie d'aucune structure d'agglomérations?

Parce que quand on est riche, grand, puissant et brillant, on n'est pas facile à marier. Plus sérieusement, le poids de la ville centre est toujours une difficulté, les communes qui l'entourent craignant d'être écrasées dans un rapport de force défavorable. L'opération peut être pourtant gagnante pour tout le monde: la ville centre

reporte sur l'agglomération le poids d'équipements lourds - culturels et sportifs - mais qui intéressent l'ensemble des habitants tandis que les petites communes bénéficient d'une administration de bon niveau - notamment pour l'urbanisme - qu'elles ne pourraient pas s'offrir autrement. Mais avec deux millions d'habitants, plus de 40000 fonctionnaires et un budget supérieur à 3 milliards d'euros (le double de celui de la région), Paris est un voisin encombrant. Quand Jacques Chirac occupait la mairie, la ville vivait sur son tas d'or et ses riveraines aussi: la décentralisation a permis aux riches communes de l'Ouest de se constituer des trésors de taxe professionnelle en bâtissant des bureaux à tout-va. Les communes pauvres de l'Est ont été laissées dans leur dénuement. De cette grande époque de l'égoïsme communal, l'Ile-de-France garde des stigmates: en première couronne, seules Val-de-Seine au sud-ouest et Plaine-Commune au nord forment des communautés d'agglomérations puissantes. Qui tournent le dos à Paris.

### Un Grand Paris améliorerait-il la vie quotidienne?

Il contribuerait en tout cas à rééquilibrer en partie les déséquilibres budgétaires phénoménaux à l'intérieur de la première couronne. Les communes les plus riches de la populaire Seine-Saint-Denis présentent le même potentiel fiscal par habitant que les villes les plus pauvres des chics Hauts-de-Seine. Ces déséquilibres ont des traductions directes sur le montant

des impôts locaux et sur les prestations offertes par les collectivités. La mise en commun de la TP aurait des effets redistributeurs. Par ailleurs, le Grand Paris permettrait de penser l'urbanisme à l'échelle d'un territoire plus grand. Avec 105 km<sup>2</sup>, la ville manque de terrains. La première couronne présente davantage d'opportunités. Essayer de jouer les quelques grandes zones foncières restantes (comme les terrains Renault à Boulogne) de manière intelligente passe par un aménagement plus large que celui d'une commune. Côté transports en revanche, le Syndicat des transports d'Ile-de-France (Stif), mis en place par l'Etat dans les années 60 et géré maintenant par la région, assure déjà des choix globaux.

### Un Grand Paris résoudre-t-il la crise des banlieues?

Si l'on considère que certains quartiers vont mal parce qu'y vivent beaucoup de gens pauvres, dans des conditions sociales fragiles, une structure d'agglomérations peut aider. A long terme, en rééquilibrant l'implantation des logements sociaux avec un urbanisme et une politique du logement plus cohérents. A court terme, avec davantage de ressources fiscales pour des programmes sociaux suivis. D'une façon générale, en évitant qu'un morceau de ville soit «oublié» comme l'est Clichy-sous-Bois aujourd'hui qui attend depuis trente ans d'être désenclavé. A condition que la volonté politique suive. Sur ce point-là, un Grand Paris ne garantit rien. ◆

SIBYLLE VINCENDON

## Annie Fourcaut, historienne, revient sur les raisons de la suppression du département de la Seine en 1964: «L'idée était de moderniser les banlieues anciennes»

**H**istorienne, Annie Fourcaut a participé avec d'autres universitaires à un séminaire de recherche de trois ans, sur les relations de Paris avec sa banlieue, lancé par la Mairie de Paris.

### A-t-il déjà existé par le passé une structure territoriale ressemblant à un Grand Paris?

Il s'agissait en fait du département de la Seine qui regroupait la Ville de Paris et 80 communes alentour (voir la carte ci-dessous). A quelques détails près, ce territoire couvrait les départements actuels des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et Paris. Au conseil général de la Seine siégeaient des élus de Paris et de banlieue. Dans ce cadre, des politiques, que l'on pourrait qualifier d'intercommunales, ont été développées en coopération avec la préfecture de la Seine: les syndicats du gaz, de l'eau, du traitement des ordures ménagères, la gestion des pompes funèbres... Le département de la Seine s'était même doté d'un office HBM (les actuels HLM) qui avait une compétence à l'échelon de tout le département. On lui doit en particulier plusieurs cités-jardins, créées sous l'impulsion d'un homme comme Henri Sellier, maire socialiste de Suresnes.

alors qu'il est nécessaire de moderniser l'administration, de la rendre plus efficace en la rapprochant des citoyens. On crée des préfectures à Nanterre, Bobigny et Créteil qui étaient appelées «centres restructurateurs de banlieue». L'idée était de moderniser les banlieues anciennes autour de ces nouvelles entités administratives. Ce découpage aboutit à un partage du pouvoir entre gaullistes et communistes: aux premiers, Paris et les Hauts-de-Seine; aux seconds, le Val-de-Marne et la Seine-Saint-Denis. Mais ce n'était pas la motivation principale de la réforme. ◆

Recueilli par TONINO SERAFINI

(1) Ex-fonctionnaires de Vichy, Jean-François Gravier est l'auteur du livre *Paris et le désert français*.

### Pourquoi décide-t-on en 1964 de dépecer ce département?

Au début des années 1960, l'Etat gaulliste juge que la région parisienne n'a pas une politique d'aménagement à la hauteur du développement économique et démographique qui est le sien. Jusque-là, les décideurs, les grands commis de l'Etat, sont des «graviéristes» (1) qui veulent brider la croissance de la région parisienne, la casser. Paris et sa banlieue sont perçus comme des monstres responsables de la désertification du reste du territoire. Pour autant, l'exode rural se poursuit, les gens continuent à affluer vers Paris. En 1961, l'Etat décide de créer le district de la région parisienne. Il se dote d'un outil – au-dessus des structures existantes – pour venir à bout de ces problèmes d'aménagement de la région. Un schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme est adopté. Ces réformes ont permis la création des villes nouvelles, le développement du RER, les connexions des moyens de transport ou encore l'achèvement du périphérique.

### Ce découpage a-t-il une raison politique?

Le département est jugé trop vaste. L'Etat considère

# éditorial

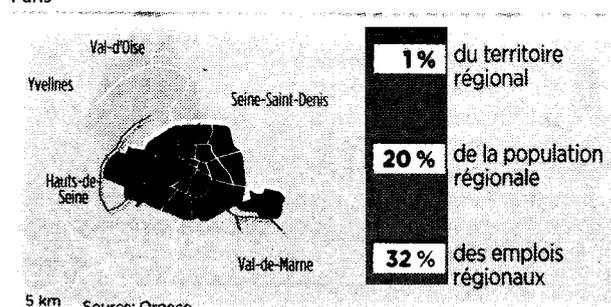
Par GÉRARD DUPUY

## Conservatismes

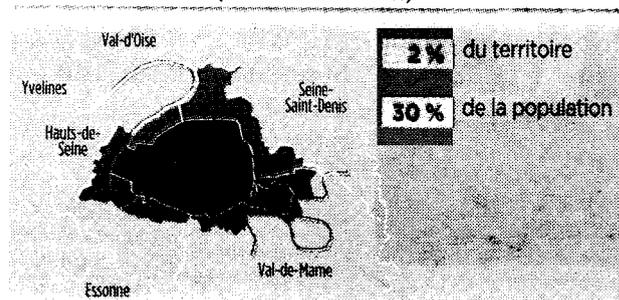
1 Paris est la double  
 2 conséquence du centenaire  
 3 et toujours coriace  
 4 centralisme français: la  
 5 ville a prospéré à l'ombre du  
 6 pouvoir central et n'a jamais  
 7 pu s'imaginer autrement  
 8 que comme un centre sans  
 9 périphérie. Un  
 10 périphérique, aussi mental  
 11 qu'autoroutier, lui suffit.  
 12 Dans un monde qui  
 13 privilégie la mobilité, la  
 14 diversité et la  
 15 «connectabilité», c'est un  
 16 handicap. Car Paris paie son  
 17 autisme par une perte de  
 18 vitalité économique et  
 19 culturelle. Et les  
 20 agglomérations  
 21 mitoyennes ne trouvent pas  
 22 l'échelon correct où leurs  
 23 besoins et leurs potentiels  
 24 pourraient être mieux pris  
 25 en compte.  
 Si le mot d'ordre d'un  
 «Grand Paris» apparaît  
 épisodiquement dans la  
 bouche des hommes  
 politiques de tous bords, la  
 chose que ce mot pourrait

recouvrir reste incertaine, à commencer par ses limites géographiques. Faut-il reconstituer l'ancien département de la Seine? Cela ferait 6 millions d'habitants sur 750 km<sup>2</sup>. C'est sans doute trop gros mais ce n'est encore que les deux tiers de New York. En revanche, le schéma imaginé par certains élus parisiens (une cinquantaine de communes centrales) est-il suffisant? Et que deviendraient les autres? En proposant de déménager les palais nationaux aux quatre coins de la Petite Couronne, l'architecte Castro a frappé les esprits. Après commencerait les choses sérieuses: aménager les conservatismes communaux, départementaux, régionaux... et nationaux. Le mille-feuille institutionnel français n'est aussi épais, et Paris aussi parisien, que parce que chaque couche a la peau dure.

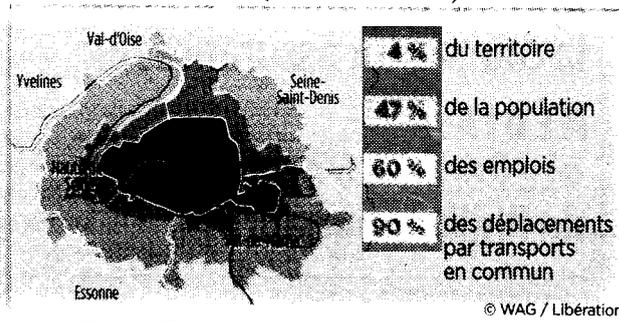
Paris



Paris et l'anneau central (Paris et 29 communes)



Paris et la banlieue intérieure (Paris et 75 communes)





### La région Île-de-France

